

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 32.132/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 32.132/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 3 août 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant le règlement général de la comptabilité de la police locale", a donné le 8 août 2001 l'avis suivant :

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 3 augustus 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het Algemeen reglement op de boekhouding van de lokale politie", heeft op 8 augustus 2001 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre de demande d'avis et le préambule de l'arrêté en projet s'expriment en des termes quasi identiques.

En l'occurrence, cette motivation telle qu'elle est reproduite dans la lettre de demande d'avis est la suivante :

"(...) il est recommandé de fixer des règles pour le budget de la police locale qui sont adaptées à la spécificité des zones de polices et de leurs organes; (...) la date de mise en place de la police locale, après constatation par le Roi que les conditions fixées à l'article 248 de la loi sur la police intégrée sont remplies, ne peut en aucun cas être ultérieure au 1^{er} janvier 2002; (...) les zones de police doivent pouvoir fonctionner au 1^{er} janvier 2002 avec un budget propre; (...), conformément à l'article 240, § 1, troisième alinéa de la nouvelle loi communale lu en parallèle avec l'article 34, 2°, de la loi organisant un service de police intégré, le budget 2002 des zones de police doit être décidé en octobre 2001; (...) les règles relatives à sa rédaction doivent être publiées par conséquent sans délai, afin de pouvoir respecter le délai prescrit."

*

* *

L'arrêté en projet s'inspire largement de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ayant donné lieu, le 12 mars 1990, à l'avis 19.416/2 de la section de législation du Conseil d'Etat. La plupart des observations formulées dans cet avis ont été suivies pour l'élaboration définitive de l'arrêté royal du 2 août 1990, précité. L'arrêté en projet n'appelle dès lors que quelques observations particulières compte tenu de certaines adaptations qui y ont été apportées en raison de la spécificité des zones de police.

.../...

Préambule

Alinéa 1^{er}

Il y a lieu de compléter l'alinéa par la mention de l'article de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, qui sert de fondement légal au projet d'arrêté :

"(...), notamment l'article 34;"

Dispositif

Dans la version française, l'intitulé du chapitre II, du Titre II, doit être "Du budget".

Article 9

A l'alinéa 4, il y a lieu de préciser comment la concertation avec les communes est organisée eu égard à l'importance que les mesures présentent pour leurs budgets.

Article 13

Compte tenu de la définition de l'article 1^{er}, 2°, du projet, il y a lieu d'utiliser uniformément à l'article examiné le mot "conseil".

Article 18

L'alinéa 3 fait référence à l'arrêté ministériel du 30 octobre 1990 dont l'intitulé exact est "portant exécution des articles 19 et 21 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale" ainsi qu'à la modification qu'il a subie le 1^{er} février 1994.

En formulant ainsi cette disposition, l'auteur du projet fige les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 octobre 1990, précité, au 1^{er} février 1994. Ceci implique que les modifications qui interviendraient au-delà de cette date, ne seraient pas applicables à l'inventaire et au patrimoine des zones de police.

Interrogée à ce propos, la déléguée du ministre a expliqué que tel ne semblait pas être le souhait de l'auteur du projet.

Dans ce cas, il convient de faire référence uniquement à l'arrêté ministériel du 30 octobre 1990 et de ne pas citer dans le texte en projet, les modifications subies par cet arrêté.

La même observation vaut pour les articles 21 et 41 du projet.

Article 30

Il y a lieu de remplacer les termes "la commission des banques et finances" par les termes "la Commission bancaire et financière".

Article 35

L'alinéa 2 prévoit la possibilité pour le collège de mettre à la disposition du comptable spécial "les moyens matériels et en personnel nécessaires à l'exercice de ses attributions".

.../...

Cette disposition n'apporte cependant pas de précision quant aux modalités de cette mise à disposition de personnel, ni quant au statut de celui-ci.

Il ressort des explications de la déléguée du ministre qu'il s'agit de certains membres du personnel communal qui seraient mis à la disposition du comptable spécial par le collège de police.

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition autoriserait ledit collège à décider unilatéralement de l'affectation de certains agents communaux sans la moindre consultation des autorités communales concernées.

Cette disposition doit être revue car comme l'a expliqué la déléguée du ministre, elle ne correspond pas à l'intention de l'auteur du projet.

Article 36

1. De l'accord de la déléguée du ministre, au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il convient de remplacer les termes "un arrêté" par les termes "le présent arrêté" qui sont plus précis.

La même observation vaut pour l'article 53 du projet.

2. Au paragraphe 5, il convient également de remplacer le terme "numérotés" par le terme "cotés" compte tenu du paragraphe 3, alinéa 1^{er}.

Chapitre IV. Des comptes annuels

Section première. De la clôture des comptes

Dans la version du texte soumise au Conseil d'Etat, cette section ne comprend aucun article.

Selon la déléguée du ministre, cette section devrait normalement comprendre une disposition similaire à l'article 73 de l'arrêté royal du 2 août 1990, précité.

Le projet sera complété en ce sens.

Article 78

Dans la version française du paragraphe 2, alinéa 3, il convient de préciser que les frais de sommation et d'expert sont imputés au compte de fin de gestion du comptable spécial sortant.

Observations d'ordre linguistique

Article 9

Sous réserve des observations de fond précédentes, il faudrait écrire dans la version néerlandaise de l'alinéa 4 "met goedvinden van " au lieu de "en akkoord van".

Article 18

Egalement sous réserve des observations de fond précédentes, il faudrait écrire dans la version néerlandaise de l'alinéa 3 "die welke" au lieu de "deze die".

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De brief met de adviesaanvraag en de aanhef van het ontworpen besluit zijn in nagenoeg dezelfde bewoordingen gesteld.

In het onderhavige geval luidt deze motivering, zoals ze in de brief met de adviesaanvraag is opgenomen, aldus :

"(...) il est recommandé de fixer des règles pour le budget de la police locale qui sont adaptées à la spécificité des zones de polices et de leurs organes; (...) la date de mise en place de la police locale, après constatation par le Roi que les conditions fixées à l'article 248 de la loi sur la police intégrée sont remplies, ne peut en aucun cas être ultérieure au 1^{er} janvier 2002; (...) les zones de police doivent pouvoir fonctionner au 1^{er} janvier 2002 avec un budget propre; (...), conformément à l'article 240, § 1, troisième alinéa de la nouvelle loi communale lu en parallèle avec l'article 34, 2°, de la loi organisant un service de police intégré, le budget 2002 des zones de police doit être décidé en octobre 2001; (...) les règles relatives à sa rédaction doivent être publiées par conséquent sans délai, afin de pouvoir respecter le délai prescrit."

*

* *

Het ontworpen besluit steunt grotendeels op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State op 12 maart 1990 advies nr. 19.416/2 gegeven heeft. Met de meeste opmerkingen die in dat advies gemaakt zijn, is rekening gehouden voor de uiteindelijke lezing van het voormelde koninklijk besluit van 2 augustus 1990. Het ontworpen besluit geeft derhalve slechts aanleiding tot enkele bijzondere opmerkingen, gelet op bepaalde aanpassingen die erin aangebracht zijn wegens de specificiteit van de politiezones.

Aanhef

Eerste lid

Dit lid moet worden aangevuld met de verwijzing naar het artikel van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, dat de rechtsgrond van het ontwerp van besluit vormt :

"(...), inzonderheid op artikel 34;".

Dispositief

In de Franse versie moet het opschrift van hoofdstuk II van titel II zijn : "Du budget".

Artikel 9

In het vierde lid moet worden aangegeven hoe het overleg met de gemeenten wordt geregeld, gelet op de weerslag van de maatregelen op hun begroting.

Artikel 13

Gelet op de definitie in artikel 1, 2°, van het ontwerp, moet in het onderzochte artikel uniform het woord "raad" worden gebezigd.

Artikel 18

In het derde lid wordt verwezen naar het ministerieel besluit van 30 oktober 1990, waarvan in het Frans het juiste opschrift is "portant exécution des articles 19 et 21 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale", alsmede naar de wijziging die erin aangebracht is op 1 februari 1994.

Door deze bepaling aldus te redigeren, legt de steller van het ontwerp de bepalingen van het ministerieel besluit van 30 oktober 1990 vast in de lezing die gold op 1 februari 1994. Dit heeft tot gevolg dat na die datum aangebrachte wijzigingen niet van toepassing zijn op de inventaris en het patrimonium van de politiezones.

Hierover om uitleg gevraagd, heeft de gemachtigde van de minister erop gewezen dat dit niet de bedoeling van de steller van het ontwerp lijkt te zijn.

In dat geval moet uitsluitend naar het ministerieel besluit van 30 oktober 1990 worden verwezen en mogen de wijzigingen die dat besluit ondergaan heeft, niet in de ontworpen bepaling worden opgenomen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 21 en 41 van het ontwerp.

Artikel 30

In de Franse tekst moeten de woorden "commission des banques et finances" worden vervangen door de woorden "commission bancaire et financière".

Artikel 35

In het tweede lid wordt bepaald dat het college de bijzondere rekenplichtige "de materiële en personele middelen ter beschikking (kan stellen) die noodzakelijk zijn om zijn bevoegdheden uit te oefenen".

In deze bepaling wordt echter niets gepreciseerd over de nadere regels voor deze terbeschikkingstelling van personeel, noch over de rechtspositie ervan.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat het gaat om bepaalde leden van het gemeentepersoneel, die door het politiecollege ter beschikking worden gesteld van de bijzondere rekenplichtige.

Zoals deze bepaling gesteld is, wordt het genoemde college gemachtigd eenzijdig te beslissen over de dienstaanwijzing van bepaalde gemeenteambtenaren, zonder dat enig overleg wordt gepleegd met de betrokken gemeentelijke overheden.

De bepaling moet worden herzien, omdat ze, zoals de gemachtigde van de minister verklaard heeft, niet beantwoordt aan het voornemen van de steller van het ontwerp.

Artikel 36

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in paragraaf 1, eerste lid, de woorden "(een) besluit" moeten worden vervangen door de woorden "dit besluit", die preciezer zijn.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 53 van het ontwerp.

2. In paragraaf 5 van de Franse tekst moet eveneens het woord "numérotés" worden vervangen door het woord "cotés", gelet op paragraaf 3, eerste lid.

Hoofdstuk IV. De jaarrekeningen

Afdeling 1 . Afsluiting van de rekeningen

In de versie van de tekst gelijk die aan de Raad van State is voorgelegd, omvat deze afdeling geen artikel.

Volgens de gemachtigde van de minister moet deze afdeling normaal een gelijksoortige bepaling als artikel 73 van het voormelde koninklijk besluit van 2 augustus 1990 bevatten.

Het ontwerp moet in die zin worden aangevuld.

Artikel 78

In de Franse versie van paragraaf 2, derde lid, moet worden aangegeven dat de aanmanings- en expertisekosten in de eindrekening van de - uittredende - bijzondere rekenplichtige worden aangerekend.

Opmerkingen van taalkundige aardArtikel 9

Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen schrijven men in het vierde lid "met goedvinden van" in plaats van "en akkoord van".

Artikel 18

Eveneens onder voorbehoud van de eerder gemaakte inhoudelijke opmerkingen schrijven men in het derde lid "die welke" in plaats van "deze die".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président du Conseil d'Etat,
voorzitter van de Raad van State,

P. VANDERNOOT,
J. JAUMOTTE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. KIRKPATRICK,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du
Bureau de coordination a été rédigée et exposée par
Mme G. MARTOU, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door
Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van
het Coördinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door Mevr. G. MARTOU, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN